

6 mars 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Propos liminaire de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les efforts en faveur de l'agriculture française, à Paris le 6 mars 2010.

Bonjour à tous,

Compte tenu de la gravité de la situation pour toutes les filières agricoles, parce que c'est la spécificité de la crise que nous connaissons, quasiment tout le monde est impacté.

Sur les dix dernières années on en a eu des crises agricoles. Mais il y avait toujours un secteur qui allait mieux ou moins mal.

Aujourd'hui, c'est quasiment tout le monde qui se trouve embarqué dans une crise qui crée beaucoup d'angoisses, beaucoup de souffrances et beaucoup d'interrogations sur l'avenir de l'agriculture. Et c'est parce que je suis conscient de cette situation, que j'ai voulu venir au Salon, et bien sûr aller saluer les stands, les éleveurs, les producteurs. Cela fait partie de la tradition, du folklore. C'est sympathique. J'aime beaucoup cela. Je l'ai fait moi aussi depuis des années. Mais enfin, écoutez, ce n'est pas au nombre de mains serrées que l'on va résoudre le problème des agriculteurs. On prend les cadeaux, on embrasse les petites filles, on se fait photographier devant les plus belles bêtes - tant mieux - on fait la publicité de la nouvelle pomme, on encourage les producteurs de fraises, on n'oublie pas les éleveurs de brebis. Mais ce n'est pas cela qui va sauver l'agriculture française. Je ne suis pas là pour cela. Tous peuvent faire cela. Pas moi, je suis Président de la République. De moi, on attend des décisions, des actes et du concret.

Et c'est la raison pour laquelle, je vous en remercie, j'ai souhaité discuter avec vous. J'ai souhaité que cette discussion soit publique. Je n'ai rien à cacher. Je veux que les Français comprennent les enjeux de l'agriculture. L'agriculture est un secteur stratégique de l'économie française.

L'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, ce sont des éléments fondamentaux de la puissance économique de la France. Il ne s'agit pas de folklore, il ne s'agit même pas d'identité, même si l'agriculture fait partie de l'identité nationale. Il s'agit d'un secteur majeur de la puissance économique de la France. Les agriculteurs sont des entrepreneurs. Ce ne sont pas des cantonniers, ce ne sont pas des jardiniers, ce ne sont pas des assistés, ce sont des entrepreneurs. J'ai voulu ce temps de discussion, je crois que c'est la première fois qu'un Président de la République vient au Salon pour discuter avec tous les représentants, tous les syndicats - tous les syndicats confédéraux en tout cas -, parce qu'il y a bien sûr à l'intérieur des confédérations tous les secteurs, je n'ai exclu personne. Je remercie d'ailleurs à chacun d'être ici. Nous sommes là avec le ministre de l'Agriculture et le ministre de l'Aménagement du territoire pour mettre à plat tous les sujets. Je veux que vous compreniez que, pour moi, c'est un travail, ce sont des décisions à prendre. Vous attendez de moi des résultats.

La première chose que je vais vous dire, c'est que je ferai pour l'agriculture française et européenne ce que nous avons essayé de faire quand il y a eu la crise financière. On a évité l'implosion du système. Je me battraï sur le front mondial comme sur le front européen avec la même énergie. Je ne céderai pas un demi-millimètre de terrain. Mais il faut qu'on se parle vraiment. Il y a des voies qui ont été utilisées depuis vingt ans qu'on ne peut plus utiliser. Je ne peux pas mentir aux contribuables français. On vous a versé des subventions depuis des années, qu'on n'avait pas le droit de verser. Vous avez été condamné à les rembourser. Ce n'est pas la voie à choisir. C'est tellement simple. J'en ai vu qui sont venus arpenter les allées du Salon de l'Agriculture. C'est ceux-là mêmes qui vous avaient promis puis donné des subventions au moment où il y avait une crise, pour espérer la colère. Dix ans après, il faut tout rembourser. Est

moment où il y avait une crise, pour apaiser la colère. Dix ans après, il faut tout rembourser. Est-ce que c'est la solution ? Qui peut dire que c'est la solution ? Les solutions que nous vous proposons sont toutes des solutions légales. Ce ne sont pas des impasses.

Deuxième chose, il y a des slogans démagogiques comme sur la question si angoissante des éleveurs et des producteurs de lait. Ils ont perdu plus de 50% de leur revenu. Je dis aux Français : « Regardez, qui accepterait dans la population de perdre 50% de son revenu ? ». Il faut les comprendre. Ils sont à bout de nerfs et avec cela ils sont calmes autant qu'on peut l'être. Je me mets à leur place. Mais la solution, ce n'est pas les quotas. Parce qu'on est dans le monde d'aujourd'hui, on n'est pas dans le monde d'il y a trente ans. Donc, ce qu'avec Bruno LEMAIRE on essaye d'élaborer, ce sont des solutions structurelles pour résoudre vos problèmes. Bien sûr, à partir de ce moment-là, il y a plusieurs temps. Je ne veux pas être trop long, je m'en excuse, mais je préfère vous dire un certain nombre de choses, comme Jean-Michel LEMETAYER m'y a appelé, puis après je répondrai à toutes vos questions, vos suggestions, on peut avoir un point de désaccord, ce n'est pas un drame. Essayons de trouver la solution. Vous l'avez bien compris, pour moi l'agriculteur c'est un entrepreneur. Un entrepreneur, cela vit de son savoir faire, c'est-à-dire de ses prix, pas de ses subventions. La question des prix, elle est absolument centrale. Je vais y revenir.

Alors, je n'ignore nullement qu'il y a un problème d'urgence. Est-ce qu'on peut évacuer ce problème d'urgence, en tout cas apporter des solutions et puis se consacrer à ce qui est structurel, à ce qui est à cinq ans, à dix ans, à ce que tous les jeunes qui sont là, qui m'ont dit : « est-ce qu'on pourra demain être agriculteurs toujours, c'est l'angoisse ».

Pour ce qui est de la crise actuelle, il y a quatre mois à Poligny j'avais annoncé un plan qui prévoyait un milliard d'euros de prêt de trésorerie et de consolidation à taux bonifiés. Ecoutez c'est très simple, à la minute où je vous parle, j'avais annoncé un milliard avec le ministre, on est à un milliard huit. Cela prouve deux choses. Que le plan n'était pas si mauvais que cela. Et je remercie les syndicats qui ont accepté ce plan. Parce que si le plan avait été mauvais, pourquoi les agriculteurs seraient-ils venus au guichet ?

Donc, je le dis, nous allons financer en complément, la totalité des prêts bonifiés de trésorerie et de consolidation déposés dans les délais impartis. Personne ne restera en dehors, on prend tout. Deuxièmement, pour les intérêts bancaires, j'avais annoncé une enveloppe de cent millions pour financer cette mesure. Je vous annonce aujourd'hui que nous allons l'augmenter de cinquante millions. Pourquoi ? Parce que je ne peux pas ouvrir un guichet, avec le ministre Bruno LE MAIRE à qui je dois rendre hommage d'ailleurs, et en même temps dire, écoutez on avait prévu cent millions, il y a cent cinquante millions de demandes. Non, on assume tout. Y compris ceux de vos collègues qui ont été brisés par la tempête Xynthia. J'ai vu un agriculteur de Vendée qui a tout perdu. Ces bêtes ont été noyées par le raz-de-marée, tout est détruit. Les seules bêtes qu'il a sauvées, le pauvre, c'est celles qui étaient au salon.

Naturellement, on a mobilisé une première enveloppe de cinq millions, mais on mettra l'argent qu'il faut, on ne les laissera pas tomber. Je pense à eux. Je pense aux ostréiculteurs, à toute la filière de la conchyliculture et qui souffrent depuis dix ans absolument chaque année, on ne peut pas les laisser tomber.

Cela c'est pour l'urgence, je vous l'annonce aujourd'hui. On s'est mis d'accord avec Bruno LE MAIRE. L'argent sera là pour financer tout ce qui vous permettra de passer le gros de la crise. Je vois que les cours remontent un petit peu dans certains secteurs. Ce n'est pas bien extraordinaire. Les céréales, cela remonte un peu, les fraises, on a plutôt de bonnes nouvelles, le lait dans certains secteurs, cela commence à frémir. Entre parenthèse, je voudrais rappeler aux producteurs de lait qu'on vend le lait, en France, grâce à ce que l'on a fait, et merci aux syndicats qui l'ont accepté, 15% plus cher ici. On l'achète 15% plus cher aux producteurs qu'en Allemagne. C'est une vérité. Elle peut déranger, mais c'est la vérité. Il faut voir la situation en face. Hier soir, je regardais, pour être bien sûr de ne pas me tromper le prix auquel on achète le lait aux producteurs de lait dans tous les pays européens, en France, c'est le quatrième prix. Cela prouve que l'on n'a pas fait trop de bêtises en la matière.

A partir de ce moment-là, on rentre dans un autre domaine. Ne vous inquiétez pas, je répondrai

à tout. Je préfère vous présenter les choses dans un contexte global que vous compreniez où on veut aller. Cela fait bien longtemps que je considère que ce fut une erreur dramatique d'échanger des prix contre des subventions. Je m'en explique, pas auprès de vous, vous les connaissez, mais auprès de ceux qui nous regardent. On a voulu s'aligner sur les prix mondiaux et notamment les prix américains, et on a dit aux agriculteurs en Europe et en France, depuis les vingt dernières années : « ne vous inquiétez pas les prix baissent, vous ne couvrez plus vos prix de revient, on va vous compenser par de subventions ». C'était un mensonge et c'était une erreur. Parce qu'un jour, il n'y a plus d'argent dans les budgets, donc il n'y a plus de subventions. Donc, ce que vous avez perdu sur les prix, on ne vous le compense plus en subventions. Et puis avec les subventions sont venus les contrôles, la paperasserie, et les contrôleurs. Et on s'est trouvé dans une situation où il y a tout un tas d'exploitations où la part des subventions est égale à la part de la production. Cela n'a pas de sens si l'agriculteur est un producteur. On ne peut pas vivre comme cela. Je dis d'ailleurs, et je prends mes responsabilités, je dis d'ailleurs à nos partenaires de l'Europe : « vous voulez baisser le budget agricole, on peut en discuter. Mais dans ce cas-là, la France exige la préférence communautaire et les prix. » Je ne fais pas de démagogie. Je vous dis, vous m'avez bien entendu, je suis prêt à accepter qu'on diminue la part des dépenses agricoles dans le budget communautaire à condition qu'on fasse de la préférence communautaire. Ma conviction, c'est que l'avenir de l'agriculture c'est des prix. Qu'il est absolument anormal que des producteurs de lait, quand ils livrent le lait, on ne leur dit même pas à quel prix on va leur payer. Qui peut accepter une chose pareille ? Il est parfaitement anormal qu'on continue à importer en Europe des produits, des viandes, venant de pays qui n'ont aucune règle de traçabilité, alors qu'on impose à nos éleveurs des règles de traçabilité, que je reconnais d'ailleurs pour la sécurité alimentaire. Mais si on impose à nos éleveurs, on doit l'imposer aux produits qu'on importe en Europe. Cela s'appelle la préférence communautaire.

Donc, la position de la France est très claire. On est souple sur la question des subventions. Mais on sera rigide sur la question de la préférence communautaire et la question des prix.

Je voudrais d'ailleurs, au point où j'en suis, dire un mot de toutes ces questions d'environnement. Parce que là aussi, cela commence à bien faire. Je crois à une agriculture durable, j'y crois. Je ne renoncerai pas à l'ambition de mettre la France au premier plan des pays qui construiront une économie durable et une agriculture durable. D'ailleurs, les agriculteurs seraient les premières victimes des pesticides, puisque par parenthèse, c'est vous qui vivez les premiers sur vos territoires. Mais, il faut que nous changions notre méthode de mise en oeuvre des mesures environnementales en agriculture. Il faut que cela change. Bruno LE MAIRE et Jean Louis BORLOO, dès la semaine prochaine, vont tenir un premier groupe de travail autour d'une nouvelle méthode d'analyse des mesures environnementales en agriculture. Je voudrais l'articuler, cette nouvelle méthode, autour de trois axes : une analyse comparée avec ce qui se fait chez nos partenaires européens, moi, je suis désolée, je n'accepte plus les distorsions de concurrence à l'intérieur de l'Europe où nos agriculteurs, on leur empoisonne la vie tous les jours et les autres, on ne leur demande rien. Je ne veux pas critiquer, mais regardons ce qui se passe en Allemagne. Sur les normes environnementales je souhaite qu'on montre l'exemple, mais qu'on avance en regardant ce que font les autres, parce que sinon il n'y aura plus d'éleveurs de porcs bientôt chez nous. Deuxièmement, une étude d'impact économique et social de cette mesure sur les filières françaises, et un chiffrage du bénéfice attendu pour la société dans son ensemble. Au fond, le maître mot c'est le pragmatisme. C'est cela le maître mot en la matière. Je prends un exemple, on veut qu'il y ait moins de rejet de CO², donc il faut protéger la forêt. Mais, enfin, nous prairies herbagères sont des réserves de stockage de CO². Donc, je ne veux pas qu'on entende parler de la suppression de la prime à l'herbe, puisque la prime à l'herbe est un élément de la lutte contre le CO².

Donc, on va mettre en place une nouvelle méthode. Alors je sais bien, il y en a qui disent qu'il faut un moratoire. Je dis : « il faut du pragmatisme ». Une nouvelle méthode de travail ensemble, on pilote cela. En tout cas, je ne laisserai pas sacrifier les intérêts de notre agriculture par rapport au comportement des autres.

Il y a enfin, toute la question extrêmement difficile de l'organisation économique de notre agriculture. J'ai dit à Bruno LE MAIRE que les soutiens octroyés aux filières doivent être donnés en contrepartie du regroupement des producteurs. Je sais bien que dans l'agriculture, vous avez tous la tête près du bonnet, vous êtes attachés à votre liberté, à votre indépendance, qu'il n'y a pas un agriculteur qui ressemble à un autre agriculteur, même si vous êtes de la même famille. Mais il faut le regroupement des producteurs. S'il n'y a pas de regroupement des producteurs, vous ne pèserez pas dans les discussions avec la distribution.

Puis-je me permettre une autre chose, c'est une autre erreur que celle qui a consisté pour l'agriculture d'abandonner tout le pouvoir sur les réseaux de distribution. Je veux le dire, je me mets même dans l'erreur si vous le voulez. Cela ne pose pas de problème pour moi. On a trop parié sur les subventions et pas assez sur les prix. Par ailleurs, on s'est préoccupé de la production, ce qui est tout à fait nécessaire et en rien de la distribution. Permettez-moi de vous dire que les producteurs quel que soit le domaine qui ont réussi à traverser toutes les crises et à s'en sortir, sont ceux qui avaient une maîtrise de leur circuit de distribution. Or, la division des producteurs, rend impossible la maîtrise de la distribution. Donc, vous êtes des producteurs de qualité. Il y a un savoir faire dans l'agriculture française exceptionnel. Mais en matière de distribution à part quelques produits d'appellation contrôlée, on fait la vente à la ferme, vous ne pesez en rien sur la distribution, sur la commercialisation, sur la vente. C'est quand même un sujet que Bruno va envisager dans le cadre de la loi de modernisation de l'agriculture.

Je vous dis cela pourquoi. Parce que nous vous aiderons à peser sur le partage de la valeur ajoutée. Moi je n'accepte pas de voir les prix des pommes sortir aux prix où cela sort aux producteurs et voir le prix où il s'est vendu aux distributeurs. Il y a un problème de partage de la valeur ajoutée. Il faut le poser clairement. J'ai toujours plaidé pour que vous ne preniez pas comme tête de turc la distribution, parce que c'est toujours mauvais signe quand le client se fait taper dessus par le commerçant. Mais il y a un problème de partage de la valeur ajoutée. On vous aidera dans le cadre de la seule politique possible qui est celle de la contractualisation.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Vous les agriculteurs, vous les éleveurs, vous les paysans, vous avez besoin de lisibilité. Il faut qu'on puisse discuter des accords de prix, de la qualité des produits sur le long terme. Et on pèsera avec vous.

J'ajoute également que je suis très conscient des problèmes de compétitivité extraordinaire qui sont les vôtres avec les charges sociales. D'ici à la fin de ce mois, on aura pris avec Bruno LE MAIRE les décrets pour supprimer la totalité des charges sociales patronales sur les saisonniers, la totalité. C'est 170 millions d'euros de plus. Alors je sais que cela vous met le SMIC horaire à 9 euros au lieu de 10 et que les Allemands sont encore en dessous, parce qu'il y a une utilisation de la population immigrée dans leur pays. Ouvrons le débat ensemble et avec votre ministre pour voir comment on peut aller plus loin là-dessus. Mais on aura supprimé la totalité des charges sociales sur les saisonniers. Depuis le temps que j'entends demander cela. C'est fait. C'est décidé. C'est voté. Le décret sort à la fin du mois, vous l'aurez.

Je voudrais terminer en disant deux choses. D'abord la question du foncier agricole. Il faut qu'on protège nos terrains agricoles, sinon il n'y aura plus de jeunes qui s'installeront, qui pourront s'installer. Le projet de loi mettra en place un système qui protégera les terrains agricoles, et notamment quand on vendra des terrains agricoles pour en faire autre chose, il y aura une taxe de 10%. Nous devons protéger nos terrains agricoles. Nous en avons besoin. Il y aura une commission. Je ne rentre pas dans les détails. Je suis prêt à en parler si vous le voulez. Mais la question du foncier agricole. On perd quoi ? un département tous les dix ans de terres agricoles, on ne peut pas continuer comme cela.

Il y a également la question des entreprises agro-alimentaires. L'agro-alimentaire est un sujet, cher Jean-René BUISSON, considérable pour nous, absolument considérable. Nous allons, avec le grand emprunt, investir près de 1,5 milliard dans les biotechnologies pour l'agriculture, l'agronomie et la santé. Nous allons développer l'industrie agro-alimentaire qui est stratégique pour nous et quand le fond souverain à la française vient de prendre pour 150 millions d'euros de participation dans la coopérative agricole Limagrain, c'est bien un acte, je le dis à Philippe MANCINI, c'est quand même une décision. Cela montre bien que Limagrain, c'est stratégique

MARGIN, c'est quand même une décision. Cela montre bien que Limagrain, c'est stratégique. Pour Sodiaal et Entremont, j'espère que dans quelques jours, ils conclueront. Je le dis pour montrer que pour moi l'agriculture, c'est stratégique économiquement parlant, et qu'il n'est pas question de laisser tomber.

Enfin, pour en terminer avant de parler avec vous. La France assumera la présidence du G20 et du G8 en novembre de cette année pour un an. Je mettrai le thème de la régulation du prix des matières premières au cœur de l'activité du G20. C'est absolument indispensable de réguler. Nous sommes plus forts, parce qu'on a vu ce que la dérégulation des marchés pouvait apporter comme catastrophe en matière financière. Ce n'est pas pour faire la dérégulation des marchés agricoles. Cela n'a pas de sens.

S'agissant de l'Europe, la France est le pays qui est en tête pour la nouvelle politique agricole commune. Je ne reculerai pas d'un centimètre. L'agriculture ne sera pas la variable d'ajustement. Vous savez, mes chers amis, la France après le non référendum de 2005 s'est trouvée très isolée en Europe. Vous avez bien vu depuis 2007 tout le travail qui est mis en œuvre pour qu'on reprenne toute notre place en Europe. Si d'ailleurs j'ai choisi un ministre de l'agriculture qui avait été ministre des Affaires européennes avant, cela a un sens. Aujourd'hui, le poids de la France en Europe est important. S'il y a eu Lisbonne, si on est sorti de la crise financière, s'il y a eu la paix en Géorgie, c'est parce que la France a joué un rôle. En matière de nouvelle politique agricole commune, je n'accepterai aucun abandon. Je le dis, pour moi c'est très important. Je recevrai demain le premier ministre grec. Entre parenthèse, la Grèce, c'est capital pour nos éleveurs, parce que, sauf à dire une bêtise, ce que je ne crois pas, c'est le premier débouché pour la viande bovine. Ce n'est pas assez. A ceux qui se demandent pourquoi j'entretiens de tels rapports avec la Grèce et j'aide la Grèce, ce n'est pas simplement parce que mon grand père est né à Salonique. Je sais bien les commentateurs... toujours à l'essentiel, on n'est jamais déçu de ce côté-là. C'est parce qu'ils ignorent sans doute que la Grèce est notre premier débouché pour la viande bovine. Je soutiens la Grèce. Pour moi, il y a deux choses que je lie. Cela va peut-être vous étonner. Si on a fait l'euro, on ne peut pas laisser tomber un pays qui est dans la zone euro. Ou alors, ce n'était pas la peine de faire l'euro. Et c'est pour cela que je soutiens la Grèce. Sinon l'euro n'a pas de sens. S'il n'y a pas de solidarité entre nous, s'il n'y a pas un gouvernement économique, cela n'a pas de sens. Mais je me battrais avec la même farouche énergie pour défendre la politique agricole commune. La préférence communautaire et notre agriculture, sinon ce n'est pas la peine d'avoir fait l'Europe. La première politique commune, la seule d'ailleurs, c'est la politique agricole. Si c'est pour la laisser tomber.

Donc, vous voyez les choses sont très claires dans mon esprit. Ce sera une nouvelle politique agricole commune fondée sur des prix, sur la préférence communautaire ou c'est plus d'Europe. Ce sera le soutien à la Grèce, parce qu'ils font des efforts ou c'est plus l'euro. Mais il faut être cohérent, il faut être logique si on veut que les gens nous comprennent. Je le mets au même niveau de priorité dans ma conception de l'Europe. Et personne ne peut me faire de procès de ne pas être assez européen ou de ne pas m'être assez engagé au service de cet idéal. Je le dis d'ailleurs d'autant mieux qu'avec Michel BARNIER et Bruno LE MAIRE, on vous a imposé de revoir la PAC. Cela n'a pas été simple, cela a créé bien des tensions dans vos familles. Mais moi je pense que la PAC est plus facilement défendable si elle est juste. Et c'est vrai qu'on a pris aux céréaliers pour donner aux éleveurs. C'est vrai que, manque de chance, à partir du moment où l'on faisait cela, les céréaliers rentraient dans une baisse des prix. Donc, il faut qu'on les accompagne eux aussi. Mais la PAC doit être juste, parce que si elle n'est pas juste, on ne pourra pas la défendre.

Voilà. J'étais trop long, je m'en excuse auprès de vous. Je pense que cela met un cadre et maintenant je suis tout à fait prêt à discuter avec Michel MERCIER, Bruno LE MAIRE de tous les sujets que vous souhaiteriez évoquer avec moi.